



Assemblée générale

Distr. générale

17 août 2007

Français

Original : anglais/arabe/chinois/
espagnol/français

Soixante-deuxième session

Point 100 aa) de l'ordre du jour provisoire*

Désarmement général et complet

Vers un traité sur le commerce des armes : établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques

Rapport du Secrétaire général**

* A/62/150.

** Document présenté en retard aux services de conférence, sans la note explicative exigée par l'Assemblée générale, au paragraphe 8 de sa résolution 53/208 B, en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Réponses reçues des États Membres	4
Algérie	4
Bénin	4
Bolivie	5
Burundi	6
Chili	7
Chine	9
Croatie	10
Égypte	11
Ex-République yougoslave de Macédoine	12
Grèce	13
Guatemala	14
Irlande	15
Israël	17
Liban	18
Liechtenstein	19
Luxembourg	20
Moldova	21
Nigéria	22
Philippines	23
République démocratique du Congo	24
Samoa	24
Seychelles	25

I. Introduction

1. Considérant que l'absence de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques est un facteur contribuant aux conflits, aux déplacements de population, à la criminalité et au terrorisme, et porte ainsi atteinte à la paix, à la réconciliation, à la sûreté, à la sécurité, à la stabilité et au développement durable, et consciente de l'appui grandissant que suscite dans toutes les régions la conclusion d'un instrument multilatéral juridiquement contraignant, négocié de manière non discriminatoire et transparente, en vue d'établir des normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques, l'Assemblée générale a adopté le 6 décembre 2006 la résolution 61/89 intitulée « Vers un traité sur le commerce des armes : établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques ».

2. Au paragraphe 1 de cette résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la viabilité, le champ d'application et les paramètres généraux d'un instrument global et juridiquement contraignant établissant des normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques, et de lui présenter un rapport sur la question à sa soixante-deuxième session.

3. Le 16 janvier 2007, le Secrétariat a adressé à tous les États Membres une note verbale leur demandant, lorsqu'ils définiront leurs positions, d'envisager d'y faire figurer les points ci-après : a) les aspects du commerce des armes classiques sur lesquels devrait porter le futur traité sur le commerce des armes; b) les principes, directives et paramètres qui devraient régir le transfert international d'armes classiques; et c) tout autre élément pouvant contribuer à l'élaboration et à l'adoption d'un traité efficace sur le commerce des armes.

4. En réponse à cette demande, 94 États et États membres de l'Union européenne avaient fait part de leurs vues au moment de l'élaboration du présent rapport. Compte tenu du grand nombre de réponses reçues, et conformément aux nombreuses résolutions de l'Assemblée générale relatives au contrôle et à la limitation de la documentation établie par le Secrétariat, ainsi qu'aux directives du Secrétaire général relatives aux rapports élaborés ou compilés par le Secrétariat, les réponses reçues ont été publiées en deux parties. La première partie réunira les réponses dont le nombre de pages respecte la limite acceptable, la seconde les réponses dont la longueur excède cette limite. Les réponses reçues sont présentées dans la section II du présent rapport.

5. Le texte intégral des réponses reçues est disponible sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement (<http://disarmament.un.org/cab/ATT/>). Les autres réponses seront publiées dans des additifs au présent rapport.

II. Réponses reçues des États Membres

Algérie

[Original : français]
[26 juin 2007]

1. S'agissant d'un acte de haute importance en matière de contrôle du commerce des armes, l'Algérie avait nourri l'espoir de voir l'Assemblée générale de l'ONU adopter, par consensus, lors des travaux de sa soixante et unième session, le projet de résolution intitulée : « Vers un traité sur le commerce des armes : établissement de normes communes internationales pour l'importation, l'exportation et le transfert des armes classiques ».
2. L'Algérie avait voté en faveur du projet de texte, traduisant ainsi une position de principe appelant à la mise en place, au titre des Nations Unies, de cadres juridiques multilatéraux et transparents ayant trait, non seulement aux armes classiques, mais à toutes les armes.
3. À ce titre, l'Algérie souscrit à toute démarche consensuelle qui garantirait une mise en œuvre universelle et efficace d'un instrument international tendant à définir des normes objectives qui doivent régir le transfert des armes classiques.
4. Un tel instrument doit être, à notre sens, l'aboutissement d'un processus de concertation multilatérale transparente, la plus large, entre les États Membres, seuls responsables de l'exécution des engagements qui seraient pris à ce niveau.
5. L'exercice auquel nous allons nous atteler durant les étapes futures doit être mené, de manière non sélective, en conformité avec le droit international et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment ceux ayant trait :
 - a) Au droit des États à leur défense individuelle et collective, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies;
 - b) Au droit des États de fabriquer, exporter, importer ou transférer des armes;
 - c) Au droit à l'autodétermination et la lutte de libération.

Bénin

[Original : français]
[26 avril 2007]

1. Conformément au paragraphe 1 du dispositif de la résolution, l'objectif d'un traité sur le commerce des armes conventionnelles, à vocation universelle, devrait être d'amener les États à adopter un comportement responsable, transparent et proportionné en matière de transfert d'armements classiques.
2. Un tel traité pourrait rappeler la responsabilité des gouvernements dans la régulation des transferts internationaux d'armements et engager les États à :
 - a) Adopter des législations nationales pour l'application des mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies;

b) Adopter des systèmes nationaux de contrôle aux exportations répondant aux normes internationales existantes;

c) Limiter la fourniture d'armes et de munitions dans les zones d'instabilité, respecter les droits de l'homme et préserver la paix, la sécurité et la stabilité régionales, prévenir les détournements;

d) Améliorer la transparence en matière de transfert d'armements.

3. Ces engagements devraient s'accompagner, dans ces domaines, d'une coopération internationale et régionale renforcée. Cette coopération pourrait s'appuyer sur les efforts déjà entrepris en la matière par des organisations régionales africaines, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États d'Afrique australe (SADC).

4. Ledit traité ne devrait pas s'opposer à l'exercice par les États de leur droit à la légitime défense reconnu par la Charte des Nations Unies en son Article 51 ainsi qu'au droit de chaque État (hors sanctions décidées par le Conseil de sécurité) d'importer, de produire ou de détenir des armes pour ses besoins de défense et de sécurité.

Bolivie

[Original : espagnol]

[25 juin 2007]

Analyse

1. Compte tenu de la profonde préoccupation suscitée par l'utilisation aveugle d'armes à feu de différents calibres transférées clandestinement à travers différents points de la frontière, perdues par des institutions comme les forces armées et la police nationale, et librement vendues dans différents magasins et sur le marché noir, le Gouvernement bolivien a donné pour instruction au Ministère de la défense d'énoncer une législation réglementant la fabrication, l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques. Si la résolution 61/89 tend à établir des normes internationales communes régissant le commerce des armes dans les États Membres, elle ne semble toutefois pas établir de mécanismes de collaboration permettant de veiller à ce que tous les pays soient dotés d'une législation réglementant le commerce des armes.

2. Tous les États jouissent d'un droit de légitime défense et du droit de se procurer des armes classiques auprès de sources légales aux fins prévues par leurs lois, qu'il pourrait être difficile d'harmoniser sans porter atteinte aux intérêts de divers pays. Si les Nations Unies s'emploient à instaurer des normes commerciales communes par l'intermédiaire de la résolution 61/89, celle-ci ne mentionne pas les sanctions à imposer aux États qui ne souscriraient pas à ses dispositions.

3. Conformément à sa politique pacifiste, la Bolivie est partie à diverses conventions régionales destinées à coordonner les activités liées au commerce d'armes classiques avec les pays de la région. Cependant, les objectifs énoncés ne peuvent être atteints, ni la législation nationale mise en œuvre, sans l'appui économique et technique des organisations internationales.

Conclusions

4. En conséquence, si la Bolivie ne peut se permettre de rester à l'écart des efforts engagés eu égard à une question aussi cruciale que celle visée dans la résolution 61/89, il conviendrait d'engager tous les pays, d'une manière générale, à faire leur cette résolution, aux fins d'instaurer la paix dans le monde et de veiller au respect des droits de l'homme.

Burundi

[Original : français]
[1^{er} juin 2007]

Considérations d'ordre général

1. La réglementation et le contrôle de la fabrication des armes devraient se faire depuis l'usinage.
2. La commercialisation des armes devrait se faire exclusivement entre États (notion d'autorisation et de contrôle).
3. Un contrôle rigoureux des normes de fabrication doit être fait (marquage obligatoire).
4. Il faudrait prévoir un mécanisme de contrôle des quantités au niveau de la fabrication et de la validation des commandes (prévision de surarmement).
5. Le traçage doit être impératif lors des transferts des cargaisons d'armes.
6. Le traité doit prévoir des sanctions, notamment des embargos sur les importations et les exportations à l'endroit des contrevenants.
7. Il est nécessaire de mettre en place des antennes du ressort de l'Organisation des Nations Unies dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs pour la mise en application des principes ci-haut évoqués.
8. Toutefois, il y a lieu de croire que l'acceptabilité et l'applicabilité d'un tel traité posera des problèmes. En effet, les raisons de souveraineté risqueraient d'être évoquées par bon nombre de pays. En outre, il y a risque de divergences d'intérêts entre pays producteurs et pays consommateurs.

Viabilité, nature et paramètres du traité

9. Il est nécessaire de mettre en place un instrument juridique contraignant et complet, de nature à couvrir toutes sortes de transferts, construit selon un certain nombre de principes communs déjà établis.
10. Les États Membres devraient évaluer les impacts négatifs possibles de chaque transfert d'armes et y renoncer dans les cas suivants :
 - a) Si le transfert mène à une violation des sanctions des Nations Unies;
 - b) S'il conduit à la violation des droits humains et de droit international humanitaire;
 - c) Si le transfert a un impact négatif à la coopération et à la coopération au développement.

11. Il conviendrait de prendre en considération les recommandations ci-après :

- a) Toutes les armes conventionnelles telles qu'énumérées dans le Registre de l'ONU devraient être couvertes;
- b) L'instrument devrait préciser les mécanismes de transfert d'État à État, ainsi que la réglementation minutieuse des procédures d'importation et d'exportation de ces armes;
- c) Il est essentiel de développer des définitions détaillées de chaque action du commerce des armes (telle que l'importation, le transfert, le courtage);
- d) Le traité envisagé devrait contenir une valeur ajoutée par rapport à la Convention sur les armes conventionnelles, avec des protocoles additionnels relatifs aux catégories spécifiques des armes;
- e) La compatibilité entre les accords existants et le TCA devrait être assurée;
- f) Le traité devrait en outre comprendre les points suivants :
 - i) Obligation pour les États d'élaborer des mécanismes d'autorisation afin d'harmoniser l'importation ou le transfert d'armes avec les autres instruments internationaux;
 - ii) Les États doivent adopter une législation nationale de mise en œuvre du traité, une fois adopté et ratifié;
 - iii) Les États doivent échanger entre eux des informations crédibles et transparentes en rapport avec les mouvements de transferts et le flux des armes;
 - iv) Les États devraient produire un rapport annuel sur les exportations des armes;
 - v) Les États devraient être soutenus par une documentation appropriée et les enregistrements de tous les transferts devraient être gardés;
 - vi) Un régime de vérification augmenterait la confiance mutuelle.

Chili

[Original : espagnol]

[6 août 2007]

1. Le Chili a fait part de sa volonté de participer activement aux négociations relatives à un instrument juridiquement contraignant réglementant le commerce des armes classiques. Le grand nombre d'États appuyant cette initiative annonce des avancées majeures quant à la réglementation du commerce des armes classiques, en particulier des armes légères et de leurs munitions. Le traité sur le commerce des armes définira des paramètres communs permettant d'évaluer et d'autoriser le transfert international d'armes. Il contribuera en outre à l'efficacité des instruments juridiques régionaux en vigueur, tels que la Convention interaméricaine de 1997 contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes (CIFTA) et la Convention interaméricaine de 1999 sur la transparence de l'acquisition des armes classiques.

Cadre

2. La négociation, dans un cadre multilatéral ouvert et transparent, doit inclure aussi bien les États disposés à s'engager juridiquement que ceux dont les positions sont différentes (et intègrent la perspective du commerce légal d'armes). Pour être efficace, le traité devrait prévoir des mécanismes de suivi, de vérification et de promotion de son universalisation. Il doit en outre être conforme à la Charte des Nations Unies et favoriser les synergies avec les instruments existants relevant du droit international relatif au désarmement et au droit international humanitaire, ainsi qu'avec les résolutions applicables du Conseil de sécurité et les mécanismes de coopération multilatérale (le Chili souhaite participer à d'autres accords, comme l'Accord de Wassenaar).

Champ d'application

3. Le traité devrait contenir des définitions, notamment celle de l'expression « armes classiques » et du terme « munitions », et définir aussi les opérations commerciales et les actes juridiques qu'il réglemente. Il devrait viser toutes les armes classiques et leurs munitions (au moyen de listes ou de catégories, exhaustives ou indicatives), ainsi que tous les actes juridiques associés à leur transfert et tous les acteurs participant au commerce d'armes et de munitions, que ces acteurs soient publics ou privés. Le traité devrait en outre disposer que tous les actes administratifs et commerciaux résultant du transfert d'armes et de munitions soient régis par les normes et pratiques de bonne gouvernance, interdisant et réprimant la corruption passive et active et d'autres infractions se rapportant expressément à la criminalité transnationale organisée, qui compromettent la paix, la réconciliation, la sécurité humaine, la stabilité mondiale, régionale et nationale et le développement durable.

4. Le traité devrait interdire les transferts d'armes et de munitions : a) lorsqu'ils entraînent, entretiennent ou exacerbent des conflits armés; b) lorsqu'ils contribuent à déstabiliser des pays ou des régions; c) lorsqu'ils entraînent ou facilitent la violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire; d) lorsqu'ils ont été interdits par le Conseil de sécurité; e) lorsqu'ils nuisent au développement durable (en raison du lien entre désarmement et développement); et f) lorsqu'ils alimentent ou peuvent alimenter le trafic d'armes.

Paramètres

5. Il convient de prendre en compte ces paramètres importants : a) le droit naturel de légitime défense, consacré par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies; b) la responsabilité des États de faire échec – conformément à la Charte – aux menaces à la paix et à la sécurité internationales; c) le droit international applicable, en particulier le droit humanitaire et les droits de l'homme; et d) la sécurité de l'humanité.

Chine

[Original : chinois et anglais]
[30 avril 2007]

1. Ces dernières années, l'instabilité régionale et les crises humanitaires alimentées par le trafic et l'utilisation d'armes classiques, en particulier d'armes légères et de petit calibre à des fins abusives, sont devenues une source de préoccupation croissante pour la communauté internationale. La Chine attache une grande importance à ce problème et encourage la communauté internationale à prendre les dispositions voulues pour réglementer le commerce international des armes et lutter contre le transfert illicite et le trafic d'armes.

2. La Chine est convaincue que le commerce légitime des armes a un rôle à jouer pour ce qui est de la sécurité nationale, des besoins en matière de défense et des intérêts économiques de chaque pays. En 1996, la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies a arrêté une série de directives relatives aux transferts internationaux d'armes portant sur le champ d'application, les principes, les modalités et les arrangements institutionnels y relatifs (voir A/51/42, annexe I, intitulée « Directives relatives aux transferts internationaux d'armes dans le contexte de la résolution 46/36 H de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1991 »). Aujourd'hui, ces directives continuent de donner des orientations pratiques extrêmement utiles à tous les États. La communauté internationale doit examiner de manière plus approfondie et avec prudence, sur la base de la participation universelle, la nécessité de négocier un traité spécifique afin de redéfinir des directives communes relatives au commerce des armes, ainsi que la relation entre ce traité et les principes et mécanismes de transfert des armes classiques en vigueur aux niveaux international, sous-régional et national.

3. La Chine a toujours adopté une attitude prudente et responsable quant à l'exportation d'armes, et strictement respecté les trois principes ci-après : l'exportation d'armes doit contribuer aux moyens de légitime défense du pays de destination; elle ne doit pas compromettre la paix, la sécurité et la stabilité de la région intéressée ni du monde dans son ensemble; et elle ne doit pas être un moyen de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays de destination. La Chine applique un régime de licence pour les exportations d'armes et a mis en place un mécanisme d'approbation strict pour gérer l'exportation d'armes.

4. La Chine attache une importance particulière à la coopération internationale concernant le transfert d'armes classiques et participe activement aux mécanismes pertinents conçus pour renforcer la confiance et assurer la transparence. Elle s'acquitte fidèlement des obligations qui lui incombent en application de la Convention sur certaines armes classiques, à laquelle elle est partie, et de ses protocoles; elle met en œuvre en toute bonne foi le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et présente en temps voulu des rapports nationaux à l'Organisation des Nations Unies. La Chine attache une importance particulière au Registre des armes classiques des Nations Unies, et elle a activement participé aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux.

5. La Chine continuera de prendre part de façon sérieuse et responsable aux débats sur les questions relatives au commerce des armes, et aux échanges de vues avec d'autres pays sur la viabilité d'un traité sur le commerce des armes.

Croatie

[Original : anglais]

[17 mai 2007]

Introduction

1. À la soixante et unième session de l'Assemblée générale, la République de Croatie a souscrit à la résolution portant création d'un groupe de travail en vue de l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes, appuyant par là même les efforts déployés par la communauté internationale pour maîtriser plus efficacement les armements. Consciente du danger que représente le commerce incontrôlé des armes, en particulier à la lumière de l'expérience de la guerre dont elle est sortie et des effets de la guerre sur la société dans son ensemble, la République de Croatie est favorable à l'élaboration d'un instrument universel juridiquement contraignant destiné à réglementer le commerce des armes classiques sous tous ses aspects.

2. La mise en place d'un système efficace de maîtrise des armements passe nécessairement par la coopération internationale, l'échange d'informations et l'établissement de normes universelles : la République de Croatie appuie donc les efforts engagés au sein du système des Nations Unies pour élaborer un traité juridiquement contraignant.

Viabilité

3. Compte tenu de la diversité des systèmes juridiques et des niveaux de développement technologique, il importe au plus haut point de définir des instruments de contrôle applicables dans les faits par tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Un instrument global sera utile aux États dont les législations nationales et les capacités administratives restent insuffisantes pour assurer un contrôle efficace.

Champ d'application

4. En tant qu'instrument juridiquement contraignant, le traité devrait porter sur tous les types d'armes classiques et sur tous les aspects de leur commerce (importation, exportation, réexportation, transfert, transit et médiation). C'est pourquoi nous sommes également favorables à l'établissement d'une liste des armes, pièces détachées et matériels, équipement et technologie connexes. Cette liste peut être dressée sur la base de la liste militaire de l'Arrangement de Wassenaar qui comporte la liste des armes et des équipements et technologies militaires pour lesquels un permis d'exportation est requis.

5. Il est nécessaire d'établir un mécanisme de confirmation universelle de l'utilisateur final et de disposer des bases de données nécessaires concernant les autorités des États Membres qui sont responsables de la délivrance de permis, à titre de mesures visant à prévenir la réexportation inopportune et à contrôler les mouvements d'armes pour empêcher qu'elles ne tombent aux mains de terroristes.

Paramètres

6. La République de Croatie appuie l'introduction de normes universelles pour permettre le contrôle du commerce des armes, s'agissant notamment : a) du respect

des embargos sur les exportations d'armes décrétés par l'ONU; b) du respect des traités relatifs à la non-prolifération et au désarmement; c) du respect des droits de l'homme; et d) de la prise en compte de la sécurité et de la stabilité dans le pays de destination finale pour empêcher l'utilisation illicite d'armes par des terroristes.

7. Le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements pourrait fournir des orientations pour définir des normes communes. Il serait important d'instaurer, à un certain niveau, un échange d'informations sur les transactions, autorisées aussi bien que refusées, pour rendre le processus plus transparent et réduire le risque que des armes tombent aux mains de terroristes. L'échange d'informations permet de renforcer la confiance et de fixer des normes plus rigoureuses pour contrôler les mouvements d'armes.

8. Il est par ailleurs nécessaire d'envisager des mesures de sanction à l'encontre des pays qui violent les normes internationales d'exportation commerciale établies.

Égypte

[Original : arabe]

[30 avril 2007]

1. Pour réglementer le commerce des armes classiques à l'aide d'un document politiquement mais pas nécessairement juridiquement contraignant, il conviendrait de s'inspirer de l'expérience réussie associée au Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

2. Il faut tenir compte du rôle actuel et du caractère volontaire du Registre des armes classiques des Nations Unies lors de l'examen de la viabilité de la conclusion d'un accord dans le domaine des armes classiques, conformément au paragraphe 2 de la résolution 61/89 de l'Assemblée générale.

3. Les droits souverains des États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'échange d'informations devraient être réaffirmés, au même titre que les principes de la Charte des Nations Unies, surtout le droit légitime à l'autodéfense et le droit à l'autodétermination.

4. Le droit souverain des États de fabriquer, importer et exporter des armes classiques devrait être affirmé, et aucun lien ne devrait être automatiquement établi entre ce droit et toute autre norme susceptible de faire l'objet d'une politisation ou d'interprétations divergentes.

5. Si un État fait l'objet de sanctions prévoyant un embargo sur le commerce des armes, il faudrait réaffirmer le rôle crucial des résolutions du Conseil de sécurité, ce dernier étant le principal mécanisme international responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

6. Il importe de définir des principes et des normes internationaux précis pour réglementer le transfert d'armes, et d'empêcher ainsi leur détournement aux fins d'un trafic.

7. Il importe d'examiner la question du courtage illicite et de respecter les normes internationales établies en la matière.

8. Le champ d'application de tout mécanisme instauré devrait être limité aux cas de trafic d'armes classiques.

9. Conformément aux précédents internationaux en la matière, et en l'absence de consensus international sur la question des munitions, les armes défensives classiques, les armes légères et les munitions devraient chacune faire l'objet d'un examen distinct.

Ex-République yougoslave de Macédoine

[Original : anglais]

[26 avril 2007]

1. Située dans une région où, au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, la prolifération incontrôlée d'armes classiques (et particulièrement d'armes légères et de petit calibre) a alimenté ou exacerbé les conflits et eu des conséquences terribles pour la situation humanitaire, la République de Macédoine soutient énergiquement l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes.

2. La République de Macédoine est vivement encouragée par l'appui considérable accordé par la communauté internationale à la résolution 61/89 de l'Assemblée générale, concernant un traité sur le commerce des armes. En qualité de coauteur de ladite résolution, elle reste attachée au principe d'une coopération étroite et efficace entre les États Membres pour l'établissement de normes internationales communes concernant l'exportation, l'importation et le transfert des armes classiques. Elle estime que, compte tenu du caractère international du commerce des armes, le contrôle efficace des activités d'importation, d'exportation et de transfert exige la mise en place d'un cadre transparent et universel que tous les États devront respecter et qui tendra à l'harmonisation des lois et des pratiques nationales.

Faisabilité

3. La République de Macédoine juge qu'un nouvel instrument devrait s'inspirer des directives et instruments internationaux et régionaux contraignants sur les plans juridique et politique qui existent déjà et auxquels la plupart des États sont parties ou participent. Cependant, ces instruments ne portent pas sur tous les aspects des transferts d'armes classiques et que tous les États n'y sont pas parties. Aussi faut-il un instrument mondial qui aura une portée universelle d'une part, et comblera les lacunes actuelles d'autre part.

Champ d'application

4. Pour ce qui est des articles à couvrir, la République de Macédoine estime que le nouvel instrument doit porter sur toutes les armes classiques et les technologies s'y rapportant, la définition de ces termes devant reposer sur une liste détaillée plutôt que sur une simple description générale des catégories d'armes visées, qui serait source d'ambiguïté. Par exemple, la liste actuellement utilisée par l'Union européenne (inspirée des listes établies par l'Arrangement de Wassenaar) pourrait remplir cette fonction.

5. La République de Macédoine considère que la gamme de transferts visée par le nouvel instrument doit être clairement définie et que, pour rester dans les limites

réalisables, l'accord devrait porter uniquement sur les transferts internationaux, c'est-à-dire le transfert d'armes et de technologies connexes du territoire d'un État vers un autre, y compris les transferts de gouvernement à gouvernement ou d'État à État.

Paramètres

6. L'instrument devrait énoncer clairement les conditions et les critères que les États devront appliquer pour déterminer la légitimité des transferts. Ceux-ci doivent notamment ne pas enfreindre les engagements internationaux ou régionaux, et ne pas servir à l'accomplissement d'actes terroristes, à la provocation ou à l'aggravation de conflits internes ou régionaux, à la déstabilisation de pays ou de régions, à la commission de graves violations du droit humanitaire ou des instruments relatifs aux droits de l'homme, etc.

7. La République de Macédoine considère que l'instrument doit prévoir l'obligation pour les États d'échanger des renseignements suffisants concernant les transferts qui ont été approuvés et ceux qui auraient pu être refusés, ainsi qu'un mécanisme d'application et de contrôle efficace.

Conclusion

8. La République de Macédoine appuiera les travaux du groupe d'experts gouvernementaux qui doit se réunir en 2008.

Grèce

[Original : anglais]
[28 juin 2007]

1. L'élaboration par l'intermédiaire de l'ONU d'un instrument juridiquement contraignant ne sera pas une tâche aisée. Faute d'information, le risque que les autorités nationales approuvent des transactions douteuses existera toujours. Toutefois, si des normes précises relatives à l'exportation sont adoptées, elles faciliteront la mise en œuvre du traité et réduiront le risque d'erreurs.

2. Les institutions internationales et les régimes et initiatives mis en place par des États ou des organisations non gouvernementales, aux fins d'éliminer les transactions illicites relatives aux armes, sont nombreux. Examiner le problème selon diverses perspectives est généralement utile. La coordination entre les autorités compétentes est un paramètre crucial. L'utilisation de normes internationales communes contribuera à combler les lacunes et les divergences en matière de mise en œuvre.

Champ d'application

3. Ce traité devrait porter sur toutes les armes classiques, et il conviendrait d'établir des listes sur la base du Registre des armes classiques des Nations Unies. Le fait d'adopter les mêmes règles signifierait que les parties se sont mises d'accord sur les types d'armes devant figurer dans ces listes, qui devraient être détaillées, de manière à empêcher, dans toute la mesure du possible, les malentendus entre les autorités compétentes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. À

titre d'exemple, les États participants de l'Arrangement de Wassenaar ont adopté de telles listes détaillées.

4. En outre, à la lumière des nouveaux termes du commerce mondial, le traité devrait couvrir non seulement les importations, les exportations et les transferts, mais encore le transit, les transbordements et les activités de courtage. Il devrait également inclure les transferts immatériels. La couverture de ces aspects devrait permettre de réduire considérablement les transactions illicites d'armes à grande échelle.

Paramètres généraux

5. Les critères ci-après devraient être pris en considération :

- a) Le respect par le pays exportateur de ses engagements internationaux et régionaux;
- b) Les violations des droits de l'homme dans le pays importateur, qui doivent avoir des incidences négatives sur les exportations qui lui sont destinées;
- c) La situation à l'intérieur du pays importateur (activités terroristes, répression interne, etc.);
- d) Le maintien de la stabilité régionale et internationale;
- e) Le risque de détournement;
- f) Le comportement du pays importateur à l'égard de la communauté internationale;
- g) La capacité du pays importateur d'intégrer à sa législation nationale les règles énoncées dans le traité et de les appliquer.

6. Il convient de ne pas perdre de vue le fait que ce sont les États nationaux qui autoriseront les transactions portant sur des armes. La question de la vérification et des certificats d'utilisateurs finals constitue une composante importante du mécanisme dans son ensemble.

Guatemala

[Original : espagnol]

[30 avril 2007]

1. La position du Guatemala repose sur les dispositions du Code de conduite des États d'Amérique centrale en matière de transfert d'armes, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes, qui interdit le transfert des armes à tout État qui :

- a) N'est pas doté d'institutions gouvernementales démocratiques chargées de définir la politique en matière de sécurité et de défense nationale, et contrôlant les activités et les dépenses des forces armées et des forces publiques de l'État;
- b) Ne respecte pas les accords internationaux relatifs aux embargos sur les armes et à d'autres sanctions décrétées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et adoptés en vertu de la Charte des Nations Unies et dans le cadre d'organisations et d'accords régionaux;

c) Ne communique pas toutes les informations relatives aux transferts d'armes aux fins du Registre des armes classiques, conformément à la résolution 46/36 L de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1991;

d) Est impliqué dans un conflit armé sauf s'il est établi qu'il s'agit d'un cas d'autodéfense prévu par la Charte des Nations Unies ou la Charte de l'Organisation des États américains;

e) Ne respecte pas un accord de cessez-le-feu qui a été conclu;

f) Est impliqué dans des actes ou des pratiques dont la conséquence pourrait être un nombre substantiel de personnes déplacées ou de réfugiés.

2. Les mesures énoncées dans le Code concernent l'harmonisation des législations relatives au contrôle et à la limitation des armements et des procédures administratives d'importation et d'exportation. Il s'agit de mesures préventives et propices à la transparence des transferts d'armes, qui exigent l'adoption de principes fondamentaux et communs.

3. Le Guatemala appuie l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes qu'il considère indispensable, étant donné que, lors de la Conférence des Nations Unies de 2006 chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, aucun accord n'avait pu être conclu quant au document de travail du Président en raison de différences de vues irréconciliables entre les délégations.

4. L'Assemblée générale n'a par conséquent pas pu s'acquitter de son mandat consistant à examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action, faute de disposer des directives nécessaires pour poursuivre cette tâche et s'acquitter de ses fonctions. Il convient de faire remarquer que le Guatemala appuie l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes qui privilégie en particulier la mise en place de contrôles pour empêcher la fabrication illicite d'armes légères, réglemente la possession d'armes légères par la population civile et énonce des directives applicables au transfert d'armes légères et à la réglementation des activités de courtage, de la coopération et de l'assistance internationale.

Irlande

[Original : anglais]

[17 avril 2007]

1. L'Irlande comptait parmi les États ayant coparrainé la résolution 61/89, et est attachée à l'adoption rapide d'un instrument international global juridiquement contraignant portant sur tous les aspects du commerce des armes classiques.

Viabilité

2. L'Irlande est convaincue que les divers accords internationaux et régionaux actuels, qu'ils soient juridiquement ou politiquement contraignants, offrent une base solide pour l'élaboration d'un instrument international efficace et global qui permettra d'évaluer les risques en termes d'illégalité ou d'incidences négatives probables préalablement à toute transaction. Le futur traité devrait énoncer les

normes à appliquer et garantir également la transparence nécessaire et le suivi de la mise en œuvre.

Champ d'application

Articles couverts

3. Ce traité devrait viser toutes les armes classiques et les technologies connexes et prévoir, en tant que de besoin, l'évolution technique future. Il devrait comporter une annexe précisant au moins les catégories couvertes, de façon suffisamment détaillée pour éviter toute échappatoire. Le Registre des armes classiques des Nations Unies serait un document de base utile qui pourrait être complété par des listes régionales, telles que celles mises au point par l'Union européenne et l'Arrangement de Wassenaar.

Transactions couvertes

4. Cette rubrique appelle une approche globale. Toutes les transactions liées au commerce d'armement devraient être couvertes, y compris en particulier l'importation, l'exportation, la réexportation, le transfert, le transit, le transbordement, l'assistance technique et le transfert de technologie, et les activités de courtage.

Paramètres généraux

5. Le traité devrait être un instrument juridiquement contraignant, limité aux transactions entre États. Il devrait reconnaître le droit de légitime défense, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, et celui de participer aux opérations de paix mandatées par l'Organisation des Nations Unies.

6. Les grands critères à appliquer dans l'examen d'une demande sont notamment les suivants :

- a) Les obligations ou engagements internationaux ou régionaux;
- b) Les embargos décrétés par le Conseil de sécurité;
- c) Le droit international relatif aux droits de l'homme;
- d) Le droit humanitaire international;
- e) Le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales et régionales;
- f) Les incidences en termes de conflit et de déplacement de personnes;
- g) L'utilisation potentielle aux fins d'activités terroristes ou d'autres activités criminelles.

7. La prise de décisions concernant l'autorisation de transactions devrait continuer de relever de la compétence de chaque État. Il conviendrait de prévoir un mécanisme d'échange de l'information visant à assurer la transparence de la mise en œuvre du traité, et prévoyant à la fois les approbations et les refus. Des mécanismes de suivi et d'application devraient être institués pour promouvoir la confiance mutuelle et la cohérence dans la mise en œuvre.

Conclusion

8. L'Irlande présente ces vues initiales dans l'espoir qu'elles aideront le Secrétaire général à établir le rapport destiné à l'Assemblée générale. Nous nous réjouissons de la création du Groupe d'experts gouvernementaux en tant que nouvelle avancée vers l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant établissant des normes internationales communes relatives à l'importation, à l'exportation et au transfert d'armes classiques et aux activités connexes. L'Irlande participera activement et de manière constructive à ce processus.

Israël

[Original : anglais]

[26 avril 2007]

1. Israël est favorable à l'imposition par les États de contrôles rigoureux et sérieux sur l'importation, l'exportation et le transfert d'armes. Nous estimons que la vente et le transfert d'armes exigent une prudence et un sens de la responsabilité extrêmes afin que ces armes ne tombent pas aux mains d'utilisateurs finals irresponsables, qu'il s'agisse d'États ou d'acteurs non étatiques. Il est nécessaire d'instaurer un instrument de contrôle de la vente et du transfert d'armes, étant donné le danger qu'elles soient notamment transférées à des terroristes, et puissent ainsi déstabiliser des régions, exacerber des conflits et menacer la stabilité mondiale.

2. Israël estime à cet égard que c'est à chaque État qu'il incombe au premier chef d'instaurer et d'appliquer un système efficace et sérieux de contrôle de la vente et du transfert d'armes. Depuis des années, il contrôle strictement les exportations d'armes grâce à un mécanisme global de contrôle des exportations. Aucune initiative visant à instituer une norme internationalement convenue à cet égard ne doit diminuer en quoi que ce soit la responsabilité des États à cet égard.

3. Pour ce qui est du traité sur le commerce des armes, Israël n'est toujours pas convaincu qu'il favoriserait l'instauration d'une norme commune et permettrait de renforcer la vigilance des États quant à la vente ou au transfert d'armes. Il s'interroge sur la nature de cette initiative, qui tend à la fois à l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant et à l'instauration d'un processus universel. Il pourrait être très difficile d'adopter une norme juridiquement contraignante qui, d'une part, tiendrait compte de normes rationnelles et rigoureuses, et, d'autre part, serait acceptable par les États qui contrôlent des armes à divers degrés. Un accord fondé sur un dénominateur commun très faible pourrait aller à l'encontre des objectifs énoncés dans le projet de traité sur le commerce des armes.

4. Dans l'examen de cette initiative, il faut concilier au mieux un instrument mondial qui vise au contrôle des exportations, des importations et des transferts d'armes d'une part, et la souveraineté des États, leurs besoins militaires légitimes et la nécessité de veiller à ce que les armes et le matériel militaire ne tombent pas aux mains d'entités qui ne sont pas dignes de confiance, d'autre part. Il convient d'envisager en outre la possibilité qu'un tel traité soit utilisé à des fins politiques abusives au détriment d'États qui cherchent à se procurer des armes par des moyens réglementaires pour assurer leur légitime défense, et qu'il fasse entrave au commerce légitime de matériel militaire.

5. Étant donné qu'Israël s'est abstenu lors du vote sur la résolution 61/89, sa position, telle qu'énoncée plus haut, devrait être perçue comme un appel à la prudence, quant à l'initiative relative au traité sur le commerce des armes, plutôt que comme objection à la mise en œuvre d'un contrôle rigoureux et sérieux de la vente et du transfert d'armes par les États.

Liban

[Original : arabe]

[26 juillet 2007]

S'agissant du paragraphe 1 de la résolution 61/89 de l'Assemblée générale, le Ministère de la défense nationale indique que le Liban, sans nier le droit de tous les États, conformément aux normes internationales, de fabriquer, d'importer, d'exporter, de transférer et de détenir des armes classiques pour répondre à leurs besoins en matière de légitime défense et de sécurité, et pour participer à des opérations de soutien à la paix, propose d'intégrer dans le traité les principes et éléments suivants :

a) Les États producteurs d'armes doivent garantir leur attachement total aux résolutions ayant légitimité internationale, en particulier celles de l'ONU;

b) Il faut assigner un rôle actif au groupe d'experts, créé sur la base d'une répartition géographique équitable, chargé d'établir des normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes et de transmettre au Secrétariat des rapports périodiques sur la possibilité de se procurer de telles armes, sur leur utilisation prévue et sur les principes régissant ces questions (maintien de la sécurité, alimentation de conflits, équilibre des forces, etc.);

c) Il faut adhérer au principe de l'égalité des États en termes de souveraineté et d'intégrité territoriale, en respectant le principe de l'équilibre militaire entre ces États;

d) Les pays producteurs d'armes doivent faire l'objet d'une surveillance internationale;

e) Il faut suivre les mouvements d'armes et interdire les transferts d'armes susceptibles d'être utilisées aux fins de violer le droit international et le droit humanitaire, de perpétrer des massacres, de violer des engagements bilatéraux ou multilatéraux, d'appuyer ou d'encourager des menées terroristes, ou de contribuer à la criminalité organisée;

f) Il faut instituer un système de délivrance de permis de commerce d'armes de manière à interdire la modification de celles-ci ou leur utilisation à des fins autres que celles prévues, à en réprimer le commerce illicite et à veiller à ce qu'elles ne tombent pas aux mains de terroristes, et lutter contre la corruption associée à ce commerce;

g) Il faut interdire le transfert d'armes classiques si le droit international et les réglementations régissant leur transfert risquent d'être enfreints, et assurer le traçage des armes de manière à en garantir le contrôle permanent;

h) Les États qui ne respectent pas les résolutions de l'ONU doivent être tenus responsables.

Liechtenstein

[Original : anglais]
[13 mars 2007]

1. Le Liechtenstein appuie fermement l'idée d'un traité des Nations Unies régissant le commerce mondial des armes. Il est profondément convaincu que pareil traité contribuerait considérablement à la réalisation des buts de la Charte tout en promouvant les principes qui y sont énoncés. Il est essentiel que tous les États Membres, s'ils veulent renforcer les trois piliers sur lesquels reposent les Nations Unies, remédient de manière globale et efficace à l'effet délétère que l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques peuvent avoir sur la paix et la sécurité, le développement durable et la jouissance des droits de l'homme. Ce n'est que par l'élaboration de normes internationales communes que la communauté internationale pourra fixer les limites nécessaires pour que le commerce mondial des armes soit mené conformément aux buts et principes des Nations Unies. Les États pourront effectivement appliquer ces normes si elles sont consacrées dans un instrument juridique contraignant. Un traité sur le commerce des armes garantirait que tous les échanges soient soumis à une évaluation préalable du risque qu'ils soient illégaux ou qu'ils aient des retombées gravement nuisibles, et permettrait d'interdire clairement toute transaction contrevenant à ses dispositions. Il faudrait également qu'il rende globalement le commerce mondial des armes plus transparent grâce à l'institution d'échanges de renseignements selon des normes communes de présentation de rapports et de documentation.

2. Étant donné que les États sont légalement tenus d'adopter des lois nationales leur permettant d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies concernant les embargos sur les armes, le traité sur le commerce des armes élargirait la responsabilité des États, de sorte qu'il leur incomberait de réglementer les transferts d'armes conformément aux normes internationales convenues par l'Assemblée générale, seul organe universel doté d'un mandat législatif. Ces normes pourraient s'inspirer d'accords internationaux existants relatifs au commerce des armes classiques et tenir compte des dispositions prévues par des arrangements régionaux. Ce traité sur le commerce des armes devrait s'appliquer au moins à toutes les armes figurant au Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies. Il devrait aussi porter sur l'importation, l'exportation et le transfert des munitions, notamment les munitions et explosifs destinés aux armes légères et de petit calibre, les composantes de ces armes et les technologies conçues expressément pour la fabrication de ces armes. L'un des principaux critères d'évaluation des risques que peut entraîner une transaction doit être le respect, dans le pays destinataire, du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme tel que codifié dans les conventions des Nations Unies et contrôlé, entre autres entités, par les organes conventionnels et autres mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

Luxembourg

[Original : français]
[21 mai 2007]

Introduction

1. L'article 51 de la Charte des Nations Unies reconnaît le droit de légitime défense, individuelle ou collective, de tous les États. Chaque État a le droit de fabriquer, d'importer, d'exporter, de transférer et de conserver des armes classiques à des fins de légitime défense et de sécurité et pour pouvoir participer à des opérations de soutien à la paix.
2. À ce droit de légitime défense, cependant, correspond la responsabilité des États de prévenir les menaces à la paix et de respecter le droit international, notamment le droit relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire.
3. Néanmoins, l'expansion effrénée du commerce illicite des armes classiques et des munitions alimente des conflits qui déstabilisent de nombreux États et des régions entières. De vastes zones géographiques reçoivent ainsi un flot ininterrompu d'armes classiques provenant d'autres continents.
4. Bien que certains pays et groupements régionaux aient adopté des contrôles à l'exportation, il n'a été adopté jusqu'ici aucun instrument de portée universelle qui soit adapté au caractère international du commerce des armes.
5. Le Luxembourg, qui a été un des coauteurs de la résolution 61/89 de l'Assemblée générale, appuie donc l'élaboration d'un instrument juridique international contraignant et de portée universelle, énonçant des règles de conduite communes pour le transfert des armes classiques.

Faisabilité

6. La faisabilité d'un tel instrument dépendra de la volonté d'un grand nombre d'États d'adopter des règles de conduite communes visant à remédier efficacement aux problèmes qu'entraîne la prolifération incontrôlée des armes classiques. Elle sera également tributaire des mécanismes créés par le traité pour garantir l'application effective et transparente des normes qu'il aura instituées.

Portée

7. L'instrument adopté devra être applicable à toutes les armes et munitions classiques, ainsi qu'au matériel et aux composantes connexes et aux technologies qui y sont associées. Il est essentiel que cette liste soit établie de manière à laisser le moins de place possible aux interprétations divergentes. Elle devrait être rédigée dans une langue claire avec des termes techniques précis, afin de pouvoir être comprise des intervenants de l'industrie, des clients et des responsables du contrôle des exportations. Le traité devrait s'appliquer uniquement aux transferts entre États et non aux transferts à l'intérieur des États.

Paramètres généraux

8. Le traité sur le commerce des armes devrait instituer des normes internationales contraignantes, qu'il incombera aux États parties d'appliquer. Elles devraient reposer principalement sur les normes existantes énumérées ci-après :

a) La Charte des Nations Unies, laquelle prévoit notamment la nécessité de respecter les résolutions du Conseil de sécurité, particulièrement en ce qui a trait aux sanctions;

b) Toutes les normes internationales dans le domaine du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire;

c) Toutes les normes internationales relatives à la non-prolifération des armes et au désarmement.

9. Sur la base de ces normes, le traité devrait prévoir une liste de conditions dont les autorités de contrôle à l'exportation devraient tenir compte avant chaque transfert. Cette liste pourrait par exemple s'inspirer de la liste dressée en application du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements.

10. Le traité doit aussi prévoir des mécanismes de transparence (la publication de rapports nationaux, par exemple) et l'échange de renseignements, notamment sur les demandes de permis d'exportation acceptées ou refusées. Naturellement, il faudrait aussi que les États prennent les mesures nationales nécessaires en vue de la mise en œuvre effective des normes énoncées dans le traité.

Moldova

[Original : anglais]
[7 juin 2007]

1. La République de Moldova souscrit aux appels lancés en faveur d'un instrument juridique contraignant, instituant des normes internationales communes relatives au commerce des armes classiques. La Moldova a voté pour la résolution 61/89 de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 2006, et est déterminée à soutenir les efforts en vue de la conclusion du traité sur le commerce des armes.

2. Le Gouvernement moldove considère qu'un traité sur le commerce des armes serait faisable, puisqu'il reposerait sur des principes établis qui font partie du droit international coutumier et d'instruments régionaux, multilatéraux et internationaux relatifs au commerce des armes. Néanmoins, vu que les accords existants n'englobent pas tous les aspects des transferts d'armes internationaux et que tous les États n'y sont pas parties, il est opportun d'envisager l'adoption d'un instrument juridique contraignant et complet.

3. Le traité sur le commerce des armes devrait porter sur l'importation, l'exportation, le transit et le courtage de toutes les armes classiques, des munitions, des articles à double usage et des technologies de production. Il devrait énoncer clairement les conditions des transferts d'armes classiques, opérations qui doivent s'effectuer en toute transparence. Un mécanisme viable de vérification et de contrôle devrait également être mis en place.

4. De plus, lors de l'examen de la portée et des paramètres d'un traité sur le commerce des armes, il faudrait tenir compte du fait que le manque de ressources

financières et techniques constitue un obstacle important au contrôle efficace du commerce des armes dans de nombreux États aux prises avec des conflits intérieurs, ce qui compromet sérieusement les efforts visant à contrecarrer le trafic d'armes. Ces circonstances sont souvent exacerbées par l'existence de zones dissidentes mêlées à la production, au transfert et au trafic d'armes (classiques ou non), par la présence de stocks excessifs de munitions qui échappent à un contrôle efficace, et par la présence illégale de militaires étrangers dans ces zones.

5. Dans ce contexte, il faudrait incorporer, dans un éventuel traité sur le commerce des armes, des dispositions rendant inadmissible la constitution de stocks d'armes, de munitions et de matières explosives sans l'approbation des autorités constitutionnelles des États et interdisant de transférer des armes et des munitions entreposées dans des territoires sécessionnistes et appartenant à des régimes séparatistes. La République de Moldova appelle à un contrôle efficace, par les organes internationaux, des armes et munitions détenues au sein de structures militaires et paramilitaires dans des territoires contrôlés par des régimes séparatistes, particulièrement des quantités, de l'origine et des modes d'acheminement et de transfert.

6. Le Gouvernement de la République de Moldova est prêt à participer au débat futur sur le traité sur le commerce des armes et assure de son plein appui le groupe d'experts gouvernementaux qui sera créé à cette fin par le Secrétaire général.

Nigéria

[Original : anglais]

[12 avril 2007]

1. Le Nigéria appuie la négociation et, à terme, l'adoption d'un traité sur le commerce des armes contraignant et complet, fondé sur des normes internationales communes concernant l'importation, l'exportation et le transfert des armes classiques. Le Nigéria estime que l'absence de normes internationales communes relatives au commerce des armes a contribué aux conflits armés, à la criminalité violente et organisée et au terrorisme, et donc compromis la paix, la sécurité, la stabilité et le développement durable des États touchés. Face à une industrie des armements qui a des activités à l'échelle mondiale, les systèmes nationaux ou régionaux de contrôle des exportations sont devenus inefficaces pour juguler le trafic des armes classiques. Un contrôle efficace du commerce international des armes exige un nouvel ensemble de normes et de règlements universels pouvant encadrer le commerce des armes conformément au droit international existant. Un traité sur le commerce des armes devrait garantir que les exportateurs d'armes prennent en compte l'effet que les armes qu'ils transfèrent pourraient avoir sur le développement durable, la paix et la sécurité (au niveau national, régional ou international), le terrorisme et la commission de crimes violents, ou d'autres violations graves du droit national ou international.

2. Le principal objectif d'un traité sur le commerce des armes devrait être de garantir que les armes sont transférées uniquement à des fins légales, c'est-à-dire la légitime défense nationale, la répression des infractions et le maintien de la paix. Pour ce faire, on pourrait veiller à ce que les transferts d'armes internationaux soient réservés aux gouvernements et à leurs agents désignés ou à des courtiers d'armes autorisés. Un traité dans ce domaine devrait également garantir que les fabricants et

marchands d'armes aient à répondre de leurs actes lorsqu'on constate qu'ils ont détourné leurs transferts d'armes au profit de réseaux illicites. De cette manière, on pourrait réaliser la volonté commune de la grande majorité des États Membres, qui est de rendre les armes inaccessibles aux acteurs non étatiques et autres utilisateurs finaux non autorisés. En établissant un cadre normatif précis et harmonisé régissant le comportement des États sur le marché international des armes, on parviendrait à maîtriser les activités des courtiers, exportateurs et importateurs d'armes clandestins, qui déstabilisent les États pauvres et faibles par les conflits armés et la criminalité violente ou organisée.

Philippines

[Original : anglais]
[13 juin 2007]

Faisabilité

1. Les Philippines estiment qu'un traité sur le commerce des armes réaffirmerait les responsabilités qui incombent actuellement aux États Membres en vertu du droit international et confirmerait les engagements pris tout en en garantissant l'application uniforme et effective au commerce des armes. Elles considèrent donc qu'un tel traité est faisable, vu que ses principes s'inspireraient d'une gamme d'instruments régionaux et multilatéraux déjà appliqués par la plupart des États Membres. Collectivement, ces instruments devraient constituer les éléments de base du traité sur le commerce des armes.
2. Le traité doit cependant tenir compte des différences entre les lois nationales régissant les armes classiques dans les différents États Membres, lesquelles pourraient créer des distinctions inutiles entre les pays qui peuvent aisément souscrire au traité et ceux qui ne le peuvent pas, en raison de contraintes constitutionnelles, par exemple. Pour être véritablement efficace, le traité sur le commerce des armes devrait donc être universel.

Champ d'application

3. Les Philippines jugent que, bien que les États Membres aient la responsabilité et l'obligation, en vertu du droit international, de contrôler leurs transferts d'armes, le traité sur le commerce des armes et les autres instruments pertinents ne devraient pas limiter le droit fondamental des États Membres de se procurer des armes légales à des fins de légitime défense et de sécurité. Elles estiment également que les termes « armes classiques » doivent être définis clairement pour ce qui est des types d'armes, de munitions et de biens à double usage connexes sur lesquels le traité doit porter.

Paramètres

4. Selon les Philippines, il faudrait obligatoirement que les paramètres du traité sur le commerce des armes varient de pays en pays, y compris au sein d'une même région géographique ou d'un même bloc économique. Néanmoins, les États Membres pourraient plus aisément s'acquitter de leur devoir de précaution dans leurs transferts d'armes s'ils recevaient régulièrement une liste à jour des pays

approuvés par l'ONU et s'ils avaient accès à des registres d'armes (peut-être impartiaux) internationaux et régionaux.

5. Les Philippines estiment également que les paramètres du traité devraient être envisagés sous un angle pragmatique, et qu'ils devraient notamment énoncer clairement les normes minimales requises pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes. Ainsi, il faudrait que toute ambiguïté se présentant dans l'établissement de ces paramètres soit ratifiée.

République démocratique du Congo

[Original : français]

[30 avril 2007]

Pour la soumission du rapport de la RDC sur le traité sur le commerce des armes au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement congolais estime que, étant donné le caractère international du commerce des armes qui suppose la mise sur pied d'un système international complet et transparent auquel tous les États doivent adhérer, le futur traité sur le commerce des armes devrait prendre en compte :

- a) Les armes lourdes, les armes légères et de petit calibre avec leurs pièces composantes, les munitions et autres explosifs, y compris la technologie de fabrication de ces armes;
- b) La couverture de tous les aspects liés aux transferts internationaux d'armes (exportation, importation, transit et courtage) et la responsabilité juridique de chaque acteur;
- c) Les types de transactions et ventes;
- d) La mention des responsabilités juridiques des États dans le commerce illicite des armes notamment :
 - i) Le contrôle de surproduction d'armes et munitions produites par les sociétés installées sur le territoire d'un État;
 - ii) Le transfert illicite d'armes et munitions à partir du territoire d'un État;
 - iii) Les opérations de courtage favorisant le trafic illicite d'armes à partir du territoire d'un État;
 - iv) Les opérations de marquage d'armes sur le territoire national; et
 - v) Le rôle et les pouvoirs des juridictions internationales dans les délits liés au commerce illicite des armes.

Samoa

[Original : anglais]

[30 avril 2007]

1. Le Samoa approuve l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant pour réglementer le transfert international des armes classiques. La prolifération et les transferts non réglementés (légaux ou illicites) d'armes légères et

de petit calibre sont très préoccupants pour des petits pays comme le Samoa et la région du Pacifique. L'expérience nous a malheureusement appris que les armes de forte puissance peuvent déstabiliser les communautés lorsqu'elles tombent entre des mains hostiles.

2. L'élaboration de ce traité est une initiative opportune qui constitue un pas de plus vers une solution exhaustive au problème de la prolifération des armes légères et de petit calibre. Des mesures importantes sont déjà en place pour réglementer le commerce « illicite » des armes, mais il est tout aussi important d'élaborer, pour le commerce « licite » des armes classiques, un cadre normatif précis dont les principes et objectifs seraient incorporés dans le nouveau traité sur le commerce des armes.

3. Ce nouveau traité devrait reposer sur le droit international et humanitaire en vigueur et englober les principes relatifs à la responsabilité dans les transferts d'armes, énoncés dans le Programme d'action relatif aux armes légères et l'instrument de marquage et de traçage.

4. Le traité devrait prévoir la mise en place à l'ONU, à l'intention des importateurs et des exportateurs d'armes classiques, un mécanisme de contrôle et d'information crédible concernant le transfert et le marquage des armes.

5. L'accès à une assistance technique, en vue du renforcement des capacités et de la formation, est tout aussi important, particulièrement pour les pays en développement.

6. Quand bien même le Samoa n'a ni forces armées, ni militaires, et n'envisage pas de se livrer au commerce des armes et armements, la conclusion d'un traité sur le commerce des armes devrait contribuer à remédier à sa principale préoccupation et à celle de la région du Pacifique en réduisant le risque de prolifération des armes classiques illégales et des armes de forte puissance dans la région.

Seychelles

[Original : anglais]
[25 juin 2007]

1. Le Ministère des affaires étrangères a le plaisir d'informer le Bureau des affaires de désarmement qu'il appuie l'établissement d'un traité sur le commerce des armes, et recommande au Bureau de prendre en considération les points suivants :

Champ d'application

2. En ce qui concerne les mines terrestres, l'accord devrait se lire comme suit : « mines terrestres, mines antichar et munitions à dispersion ».

3. La résolution porte sur l'établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques. Compte tenu des lois nationales et accords internationaux en vigueur, il faudrait également envisager des normes concernant la certification d'utilisation finale, le transport en transit, le transbordement et le courtage.